



DE VIVE VOIX 24

8 avril 2014

GROUPES DE 40 ÉLÈVES : SYMPTÔME D'UNE DÉRIVE ANNONCÉE

Par Isabelle Pontbriand, professeure de littérature

C'est dans un état d'esprit bien particulier que j'ai assisté, le mercredi 26 mars dernier en soirée, dans le cadre du lancement des États généraux sur l'enseignement supérieur organisés par la FNEEQ, à la conférence publique sur les dérives de la mission de l'éducation (capsules vidéo de cette conférence accessibles en ligne¹). J'avais participé, l'après-midi du même jour, à une assemblée départementale au cours de laquelle Alain Girard, adjoint à la direction des études, était venu nous exposer la formule des groupes de 40 élèves comme solution au problème de manque de locaux à Lionel-Groulx. C'est donc l'esprit encore fraîchement imprégné des nombreuses inquiétudes exprimées par mes collègues et par moi-même que j'ai écouté les deux excellents conférenciers, Nico Hirtt² et Yves Gingras³, nous entretenir, de façon très éclairante, de la tangente que l'éducation a prise depuis les années 1980. Ayant en tête la situation très concrète à laquelle nous sommes confrontés à Lionel-Groulx, cette présentation n'en est devenue que plus percutante.

Hirtt et Gingras ont démontré que la classe politique (peu importe le parti au pouvoir) a, depuis les années 1980, adhéré à ce discours dominant (martelé dans les médias jusqu'à plus soif) de l'« économie du savoir ». En ligne directe avec la pensée néolibérale, on a mis en place tout ce qu'il fallait (rhétorique et mesures gouvernementales) pour inventer un nouveau marché, celui de l'éducation, détournant ainsi l'enseignement de sa mission (éducation qui place l'économie au centre de ses préoccupations au lieu d'y placer l'humain). Dans cette mouvance, les entreprises se sont mises à faire pression afin que l'éducation soit de plus en plus orientée vers le marché du travail⁴, le tout doublé d'une demande d'allégement fiscal et de mesures

¹ Nico Hirtt (1^{ère} partie) : <http://webtv.coop/video/Conf%25C3%25A9rence-publique-de-la-FNEEQ-CSN---Introduction---Nico-Hirtt/f525a47e86c6badcca6e758c179e0b59> / Yves Gingras (2^e partie) : <http://webtv.coop/video/Conf%25C3%25A9rence-publique-de-la-FNEEQ-CSN---Yves-Gingras/f28ebea44b26b1fc10df3ebbc31ab28c>

² Nico Hirtt est un enseignant et universitaire belge auteur de nombreux ouvrages sur l'école et les systèmes éducatifs européens. Il est membre fondateur de l'*Appel pour une école démocratique* (APED) et s'intéresse aux récentes politiques éducatives ainsi qu'aux inégalités sociales en éducation.

³ Yves Gagné est un historien de l'Université du Québec à Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et en sociologie des sciences, auteur de plusieurs ouvrages et articles dont « [L'évaluation des universités, une "farce"?](#) », publié dans *Le Devoir* du 1^{er} février 2014.

⁴ La ministre sortante de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Malavoy, a d'ailleurs proposé, en février dernier, d'introduire quelques heures de formation par année à des cours en orientation scolaire et professionnelle... en 5^e et 6^e années du primaire!

incitatives à leur investissement dans l'éducation. Ainsi, l'État a de moins en moins de revenus (l'une des causes du sous-financement de nos institutions), et l'influence de l'entreprise sur les programmes et les visées de l'enseignement se fait de plus en plus sentir.

Au niveau local, concrètement dans notre travail, on ressent les conséquences néfastes de ce sous-financement de l'enseignement supérieur. La solution des groupes de 40 élèves pour les cours de 4 périodes de formation générale (français et philosophie) pour pallier le manque de locaux au collège témoigne de cette dérive⁵. Lors de la dernière négociation de notre convention collective, nous avons décidé ensemble de revendiquer des ressources supplémentaires afin de contrer l'alourdissement de notre tâche. Nous avons réussi à aller chercher des « équivalents temps complet » (ETC) supplémentaires, MAIS le hic, c'est que dans un collège comme le nôtre, situé dans une région en croissance démographique, le nombre de demandes d'inscriptions demeure élevé et, puisque le gouvernement se fie au nombre de mètres carrés du collège pour financer les « immobiliers » et non aux besoins réels, voilà que nous devons nous débrouiller avec ce que nous avons (« faire plus avec moins »).

La question qui se pose alors est de savoir si la qualité de l'enseignement sera moindre dans une formule de groupes de 40 élèves au lieu de 30. Spontanément, on pourra dire que la qualité ne se décline pas en un seul modèle, ce qui est très juste. Nous revendiquons d'ailleurs la possibilité de maintenir la diversité de nos enseignements à travers les approches multiples de chacun de nous, professionnels de nos disciplines respectives. C'est peut-être ailleurs que la qualité est mise à mal, soit sur le plan de l'expérience d'apprentissage offerte à l'étudiant. Si on se place du point de vue de l'élève, suivre un cours à 40 ou à 30 peut-il faire une différence? Nous avons tous fait l'expérience, en tant qu'anciens étudiants universitaires, des groupes nombreux. C'est aussi aux prises avec un problème de sous-financement et de mal-financement que les universités se sont mises progressivement à élever le nombre d'étudiants par classe. Évidemment, 40 n'est pas 120, mais le contact prof-élève se trouve tout de même affecté lorsqu'on passe de 30 à 40 étudiants. Peut-être peut-on espérer que l'élève sera ainsi appelé à développer son autonomie. Mais la meilleure façon pour aider l'élève à développer son autonomie est-elle de le laisser un peu plus à lui-même? On peut en effet croire qu'un étudiant qui fonctionne bien dans ses études, un élève motivé ou « performant » s'en tirera bien. Il éprouvera peut-être un sentiment d'anonymat plus grand en classe, moins propice à une participation active en classe, mais sa « réussite » ne devrait pas en être trop affectée. Les élèves plus faibles ou moins motivés soulèvent un peu plus d'inquiétudes. Réussirons-nous à capter leur attention au fond de la classe, à aller les convaincre de venir chercher, en temps supplémentaire, du soutien à notre bureau alors que de notre côté, déjà débordés par la lourdeur de la tâche, nous verrons ces quatre périodes hebdomadaires sauvées en temps de prestation de classe comme une façon de gagner du temps de préparation et de corrections,

⁵ Rappelons tout de même, au passage, que l'automne dernier, la direction a refusé plus d'une centaine d'étudiants faute de locaux en nombre suffisant alors que les locaux D-116 et D-118 (notamment) sont restés vacants toute l'année, pour un café pédagogique de la Directrice des études qui n'a jamais vu le jour...

heures précieuses pour nous maintenir la tête hors de l'eau pendant les trop nombreuses périodes de «rush» de corrections?

Et l'inquiétude demeure lorsqu'on revient à l'étude de Nico Hirtt, étude dans laquelle il confronte différentes thèses :

[Les économistes] Hanushek et Wössmann sont [...] les spécialistes de la thèse selon laquelle les dépenses d'enseignement n'influeraient pas sur la qualité de celui-ci. Ils affirment notamment que le taux d'encadrement des élèves (le ratio profs/élèves) ne serait pas relié au niveau de prestation moyen des élèves. Sans surprise, cette affirmation a trouvé un écho très favorable auprès de ministres de l'Éducation en déficit chronique de moyens budgétaires et auprès d'organismes internationaux chargés d'imposer des politiques d'austérité. Mais les recherches de Hanushek et consorts, qui sont toujours basées sur des études comparatives entre pays ou sur des séries chronologiques longues, souffrent d'un grave défaut : leurs conclusions sont en contradiction flagrante avec les résultats des mesures directes de l'impact du nombre d'élèves par classe. En effet, des recherches réalisées suivant des protocoles très variables, que ce soit aux États-Unis dans le cadre de l'étude STAR (Krueger and Whitmore, 2000), en Angleterre (Blatchford et al., 2011), en Suède (Wiborg, 2010) ou en France (Piketty and Valdenaire, 2006), démontrent systématiquement que lorsqu'on étudie l'impact du nombre d'élèves par classe dans une situation géographique et culturelle donnée (même pays, même époque, mêmes élèves, mêmes enseignants...), cet effet s'avère toujours doublement positif : des classes moins nombreuses améliorent la performance globale et elles diminuent les écarts entre élèves, en particulier les écarts liés à l'origine sociale.⁶

Cette inquiétude s'accroît quand on apprend que, alertés eux aussi au sujet des groupes de 40, les élèves auraient même voulu se prononcer contre cette formule à leur dernière assemblée générale (ils n'ont pu le faire, faute de temps). Enfin, l'inquiétude reste entière quand on revient aux raisons qui nous amènent à cette formule de groupes de 40, qui ne sont pas, au départ, pédagogiques mais bien financières. Il reste alors là le nœud de la guerre, soit le sous-financement de l'enseignement dont les élèves d'abord et avant tout font les frais.

Ce constat démontre très bien l'importance de l'action syndicale sur DEUX fronts : le 1^{er} front (conditions de travail, négociation de la convention collective, etc.) et le 2^e front (lutttes politiques relatives surtout à la défense des services publics). En effet, il est évident que le sous-financement des services publics a un effet direct sur nos conditions de travail. Reprocher aux syndiqués de se battre sur le 2^e front n'est que pure hypocrisie de la part de la classe politique. Qui plus est, c'est parce que nous croyons à l'importance des services publics et à leur qualité que nous devons lutter sur ce 2^e front.

⁶ HIRTT, Nico. « Éduquer et former, sous la dictature du marché du travail », *Appel pour une école démocratique (Aped)*, 29 octobre 2013, [En ligne], <http://www.skolo.org/spip.php?article1631> (Page consultée le 3 avril 2014).

Car il est bel et bien question, ici, de qualité, de ce qu'est réellement la qualité. Pendant que la Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC) nous bassine les oreilles avec son assurance qualité, assurance qualité qui propose une définition fallacieuse de ce qu'est réellement la qualité⁷, voilà que nos directions proposent, comme solution à un problème de sous-financement, des mesures qui consistent encore à «faire plus avec moins». Combien de temps allons-nous continuer à laisser passer cette dégradation de la qualité de l'éducation? Déjà, les cours que nous donnons ne comprennent pas autant d'heures que prévu (un cours de « 45 heures » n'est en fait que de 37½ heures). Autre exemple d'érosion de la qualité lié au sous-financement : au moment d'écrire ces lignes, le gouvernement péquiste s'apprête à réduire le nombre de cours complémentaires, cours d'une importance capitale pourtant, à cause d'un refus de financer le projet de cours d'histoire au collégial (tout doit toujours se faire à coût zéro).

Dans un tel contexte, nous avons accueilli avec enthousiasme, en mai dernier, le projet éducatif de notre nouveau directeur général, Michel Louis Beauchamp : celui d'une éducation humaniste à Lionel-Groulx. Toutefois, il appert que ce projet est à la fois stimulant et étonnant. En effet, si cette vision de l'éducation à mettre de l'avant nous emballe tellement, cela prouve que nous n'avons plus l'impression que l'humain est au centre de l'enseignement dans nos institutions. Par ailleurs, ce qui est étonnant, c'est de vouloir faire de cet humanisme notre couleur locale puisqu'il s'agit de la mission même de l'éducation. Tous les établissements scolaires devraient se donner pour mission une éducation humaniste! Quoiqu'il en soit, on a bien senti un renouveau à Lionel-Groulx autour de cet humanisme, ce qui est plus que rafraîchissant, mais encore faut-il qu'on en revendique les moyens! Or, dans diverses situations, nos directions (autant au local qu'au national) refusent de s'engager concrètement dans une lutte pour un meilleur financement de l'enseignement supérieur. Pourquoi une telle frilosité de type « on ne mord par la main qui nous nourrit », même si cette main nous entraîne vers une dérive en éducation?

Bref, avec la phase «audit» de l'assurance qualité qui est à nos portes, avec une direction qui propose des solutions administratives à des problèmes de sous-financement, malgré leur potentiel nuisible sur la qualité (les groupes de 40 élèves, ou encore, la dernière marotte en lice : l'internationalisation...⁸), nous avons une décision à prendre : ou nous adhérons à cette vision économiciste de l'enseignement supérieur ou nous résistons et proposons un réel projet d'une éducation humaniste, dans le respect de notre autonomie professionnelle, tout en exigeant les moyens de nous donner réellement un enseignement de qualité.

⁷ Le document de la CEEC sur la phase d'implantation de l'« audit » en assurance qualité définit la qualité ainsi : « [...] la Commission retient la conception de la qualité en tant qu'adéquation aux objectifs, c'est-à-dire la capacité pour un établissement d'atteindre ses objectifs et de réaliser sa mission » (p.12), donc peu importe la qualité réelle de ces objectifs et de cette mission.

⁸ Le *Rapport d'étape du chantier sur l'offre de formation collégial* découlant du Sommet sur l'enseignement supérieur de l'hiver dernier (communément appelé « Rapport Demers ») met la table pour cette nouvelle source de dérive en éducation. Ce rapport a été présenté aux membres du conseil d'administration lors de la réunion du 25 février dernier. Il mériterait un autre article de fond... !